

Grèce : la fin d'un cycle

Panagiotis Sotiris

Numéro 824, printemps 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/104201ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sotiris, P. (2024). Grèce : la fin d'un cycle. *Relations*, (824), 52–55.



GRÈCE : LA FIN D'UN CYCLE

Après la débâcle du parti de gauche Syriza aux élections législatives de 2023 et les dissensions internes qui le déchirent depuis la démission de son président, Alexis Tsipras, c'est la fin d'une époque en Grèce. Face au néolibéralisme sauvage du gouvernement de droite de Mitsotakis, quelles pourront être les stratégies de revitalisation des luttes populaires ?

...

Panagiotis Sotiris

L'auteur, journaliste à Athènes et professeur à l'Université ouverte hellénique, est membre du comité de rédaction de la revue *Historical Materialism : Research in Critical Marxist Theory*

Au moment de la crise de la dette dans la zone euro, pendant la décennie 2010, la Grèce a suscité l'intérêt de la gauche et fait naître de nombreux espoirs en Europe comme à l'international. Le pays était alors plongé dans une crise profonde, tant sur les plans économique que social et politique, et subissait de plein fouet une violence « disciplinaire » imposée par l'infâme troïka (formée de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international), qui l'obligeait à mettre en œuvre un programme d'ingénierie sociale et d'austérité sauvage, conformément aux préceptes néolibéraux. Parallèlement, toutefois, un vaste mouvement de contestation s'est mis en place à travers tout le pays. Celui-ci s'opposait fermement aux mesures d'austérité et à la tutelle de la troïka, multipliant les manifestations, les grèves et les occupations d'écoles, tandis que des réseaux de solidarité très actifs se tissaient. Au cœur de la crise, Syriza, une formation située plus à gauche que la social-démocratie, devint le principal parti d'opposition à partir de 2012. Puis, lors des élections tenues en janvier 2015, Syriza a remporté une victoire historique avec 36,34 % des voix, consolidant ainsi le soutien en faveur de son option politique.

Aujourd'hui, la situation est complètement différente, voire totalement inversée. Au terme des élections de mai et juin 2023, Syriza a essuyé une défaite significative, n'obtenant que 17,83 % des voix, ce qui a poussé son président, l'emblématique Alexis Tsipras, à démissionner de la direction du parti. Quelles sont les causes qui ont mené à cette chute ? Quelles sont les mutations en cours en Grèce, et que signifient-elles pour la représentation politique de la gauche ?

Le début de la rupture de Syriza avec ses bases

Syriza a lourdement payé son choix de capituler face aux exigences de la troïka pendant son mandat au pouvoir (de 2015 à 2019) et de faire fi de l'opinion défavorable de la population à l'égard des réformes et des coupes budgétaires imposées par les créanciers d'Athènes, pourtant exprimée clai-



Pancarte représentant le premier ministre Mitsotakis et appelant à la rébellion, lors d'une manifestation contre le gouvernement à la suite de l'accident ferroviaire à Tempé. Photo : IMAGO/ZUMA Wire

rement lors du référendum sur le sujet en juillet 2015.

À la suite de l'acceptation du troisième mémorandum en août 2015 (accord conclu avec la troïka qui prévoit des coupures dans les dépenses et des réformes structurelles) par Tsipras et le gouvernement Syriza, 25 députés du parti ont exprimé leur dissidence face aux conditions du plan de sauvetage proposé en quittant les rangs du parti. Cela a donné lieu à la création de l'Unité Populaire, un parti favorable à la sortie de la zone euro. Ayant perdu la majorité parlementaire en raison de cette scission au sein du parti, Tsipras a été contraint de démissionner de son poste et de convoquer de nouvelles élections, qui ont eu lieu en septembre 2015.

Syriza a remporté les élections, mais cette victoire reflétait davantage la méfiance de l'électorat envers les partis de droite qu'une preuve de la continuité de la relation entre le parti et ses bases populaires. Celui-ci a évidemment souffert du schisme interne ayant mené à la création de l'Unité Populaire, mais la rupture la plus importante avec ses bases vient du désenchantement des couches populaires, qui se sont senties trahies en raison du revirement de Syriza après le référendum. Depuis, celles-ci ont nourri l'idée (et la crainte) que tous les partis au pouvoir, peu importe leur allégeance

politique, finiraient inévitablement par imposer à la population la même politique néolibérale d'austérité. Et, de fait, malgré les efforts du gouvernement Tsipras pour se présenter sous un visage plus « social », la plupart des mesures qu'il a prises durant son mandat étaient conformes aux diktats de la troïka.

Au moment des élections de 2019, qui ont porté au pouvoir Kyriakos Mitsotakis, président du parti de droite conservatrice Nouvelle Démocratie, Syriza a quand même obtenu un résultat de plus de 30 % des voix, lui donnant l'impression qu'il jouissait d'une base populaire assez solide. En réalité, cet appui considérable a davantage reflété le vote d'opposition d'une partie de l'électorat face à la droite, plutôt qu'une véritable adhésion des couches populaires au parti, que ce dernier prétend représenter.

Au cours de ses quatre années dans l'opposition, Syriza a échoué à présenter une alternative crédible à la droite, de même qu'à proposer un programme convaincant et mobilisateur. De plus, l'incapacité de Syriza à prendre conscience de la rupture bien réelle avec ses bases pourrait expliquer qu'il s'en soit remis à la seule stratégie de compter sur le mécontentement de la population envers le gouvernement, en pensant que cela suffirait pour concrétiser son éventuel retour au pou-

Depuis que Kyriakos Mitsotakis occupe le poste de premier ministre, il a mis en place des politiques néolibérales agressives comportant un lot de privatisations.

voir. La direction de Syriza s'est obstinément refusée à faire un bilan autocritique de son mandat au pouvoir, ce qui est loin d'avoir aidé les choses.

Un néolibéralisme agressif à la Mitsotakis

Depuis que Kyriakos Mitsotakis occupe le poste de premier ministre, il a mis en place des politiques néolibérales agressives comportant un lot de privatisations, une réforme du droit du travail et un plan pour faciliter les investissements privés. La politique du gouvernement de Mitsotakis pourrait être qualifiée de néolibéralisme « périphérique » agressif, c'est-à-dire au service d'intérêts privés très spécifiques, tels que ceux des secteurs de l'énergie, du tourisme et du développement urbain. De plus, Mitsotakis nourrit une hostilité profonde envers toute forme de revendication collective, qui s'exprime par exemple en limitant le droit à la grève et en imposant des limites au droit de manifester.

Quant aux politiques grecques concernant les forces de l'ordre, l'immigration et l'accueil des personnes migrantes, elles ont connu une tendance croissante à l'autoritarisme sous Mitsotakis, comme en témoignent la cruauté et le racisme dans le traitement des demandeur-euses d'asile et les pratiques d'expulsion extrajudiciaire.

Mitsotakis défend un plan de démantèlement de toute forme de protection sociale, lequel se manifeste, par exemple, par son opposition à la protection du patrimoine culturel et archéologique. Cette orientation a pris des contours assez cyniques lorsque la ministre de la Culture, Lina Mendoni, a expulsé l'Association des archéologues grecs du siège social qu'elle occupait depuis 40 ans, en guise d'apparentes représailles. L'Association avait entre autres protesté contre la décision du ministère de ne pas maintenir entièrement *in situ* et de préserver intact le site archéologique qui se trouve sous l'emplacement de la station Venizelou, découvert durant les travaux de construction du métro de la ville de Thessalonique. Cette décision était prétendument motivée par le

désir d'achever le métro plus tôt, mais en réalité, elle visait à accommoder l'entrepreneur privé chargé du projet.

La dégradation de l'infrastructure publique a engendré des conséquences tragiques, comme en témoigne un accident ferroviaire survenu le 28 février 2023 à Tempé (Thessalie), sur la ligne qui relie Athènes et Thessalonique, entraînant la mort de 57 personnes. La cause de l'accident a été attribuée aux retards dans la réalisation de travaux nécessaires sur les rails de la compagnie ferroviaire, privatisée en 2016 pour répondre aux « plans de sauvetage » imposés par la troïka. Cette tragédie a déclenché une immense vague d'indignation, marquée par des manifestations à l'échelle nationale.

Malgré ce contexte, qui avait été précédé par un vaste scandale d'écoute téléphonique¹, le parti de droite Nouvelle Démocratie a remporté les élections de 2023 avec une majorité importante. Le parti a su jouer stratégiquement la carte de la « stabilité » et de la « normalité », dans un pays toujours fortement traumatisé par la crise de la décennie 2010. Le succès du parti et de son chef s'accompagne de l'inquiétante hausse de popularité de l'extrême droite auprès de l'électorat grec : la croissance des appuis accordés à Solution grecque, au parti de la Victoire (Niki) et aux Spartiates montre que ces formations ont cumulé ensemble une part dépassant 12 % des votes.

Une déroute nommée Syriza

La démission d'Alexis Tsipras a plongé Syriza dans une crise profonde. À la fin du mois de septembre 2023, l'élection du nouveau chef du parti a été organisée en l'absence de débats sérieux sur la stratégie à adopter, ou de bilan sur les raisons de la défaite électorale. Dans un contexte de désorientation, les membres du parti ont porté leur choix sur Stefanos Kasselakis. Cet homme d'affaires, jeune et photogénique, détenteur de la double nationalité grecque et américaine et ancien banquier chez Goldman Sachs, fait pourtant l'objet de nombreuses critiques au sein du parti. On reproche au nouveau venu en politique de ne pas avoir été membre du parti avant





Rencontre du nouveau président de SYRIZA, Stefanos Kasselakis (à gauche), avec l'ancien premier ministre et leader du parti pendant 15 ans, Alexis Tsipras (à droite), le 25 septembre 2023. Photo : IMAGO/ANE Edition

sa candidature et de ne pas entretenir d'affiliation historique avec la gauche. Pour les membres qui ont opté pour lui, Kasselakis représente le désir du parti de se doter d'un « nouveau visage » et, ainsi, de se défaire du poids de son expérience au pouvoir tout en mettant de l'avant une figure « anti-Mitsotakis ». Cependant, le discours politique de Kasselakis, malgré une certaine rhétorique populiste « anti-droitiste », s'éloigne des traditions de la gauche, provoquant l'aliénation d'une partie importante de la base organisée du parti.

En effet, l'élection de Kasselakis a engendré une profonde division au sein de Syriza. Le parti a perdu des membres et 11 député-es ont démissionné pour former, au début du mois de décembre 2023, un nouveau groupe parlementaire indépendant, *Nea Aristera* (« Nouvelle Gauche »), ayant Alexis Charitsis comme chef. Un des enjeux soulevés par cette formation est qu'elle semble être davantage une revendication pour un Syriza « authentique » qu'une contribution à la formation d'une gauche réellement nouvelle et radicale. De plus, elle maintient le même refus d'autocritique sur l'expérience du mandat de 2015-2019.

Actuellement, il ne semble plus exister, et ce pour la première fois, d'opposition progressiste majeure dans le paysage politique grec. Cette tendance était déjà perceptible lors des élections de juin 2023, mais elle est désormais confirmée par les sondages de décembre 2023, qui montrent que le deuxième parti dans les intentions de vote est désormais le parti social-démocrate PASOK, qui n'avait pourtant obtenu que 11,8 % des votes lors des élections de mai-juin 2023. Bien que le Parti communiste de Grèce (KKE) profite de l'affaiblissement de Syriza, la gauche souffre actuellement d'un vide manifeste en matière d'espaces de représentation dans le paysage politique.

Vers un nécessaire nouveau chapitre politique

Il est évident que le cycle historique qui a été ouvert par les grands mouvements sociaux dans les années 2010 est maintenant terminé. Nous avons amorcé un nouveau cycle qu'il

convient de considérer comme un territoire inconnu. D'une part, l'on retrouve tous les éléments d'une domination des forces néolibérales bénéficiant de l'absence d'opposition, en raison de la crise au sein de Syriza. D'autre part, il se trouve des traces d'espoir dans les mobilisations récentes, comme les manifestations qui ont eu lieu au cours des semaines ayant suivi la catastrophe ferroviaire à Tempé, ou, plus récemment, les grandes mobilisations de solidarité avec la Palestine.

Un certain radicalisme politique persiste au sein de la jeunesse et du mouvement étudiant. Et il faut noter qu'une grande bataille est en branle contre les plans de privatisation de l'éducation universitaire, en réaction à la volonté du gouvernement de passer une loi qui permettrait la mise sur pied d'universités privées (« non étatiques »), et ce en dépit de l'article 16 de la Constitution grecque qui indique de façon explicite que l'enseignement supérieur doit être public.

Une note d'espoir réside aussi du côté des syndicats militants et de la possibilité de créer des alliances autour de questions urgentes, comme les problèmes qui entourent le système public de santé. L'inflation et la crise du coût de la vie créent également une constante insécurité au sein des couches populaires, laquelle pourrait devenir le talon d'Achille du gouvernement. Dans les deux cas, une grande vague de protestations pourrait sonner le début d'un changement dans les rapports de force.

De façon certaine, le processus de recomposition de la gauche sera semé d'embûches. Il ne devra pas être pensé comme la recherche d'un nouveau Syriza, mais bien comme une refondation stratégique, politique et sociale de la gauche, et comme un effort pour que celle-ci redevienne une force anticapitaliste de changement radical. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un processus de recomposition de la gauche fondé d'abord sur les mouvements, les résistances et les aspirations des couches populaires, ainsi que d'un changement dans les rapports de force sur le plan social. Sans une confiance renouvelée en la capacité populaire, cette recomposition de la gauche ne sera pas possible. De plus, nous avons besoin d'un nouveau front politique et social qui ne doit pas être envisagé comme une alliance électorale, mais plutôt comme le « laboratoire » de nouvelles propositions politiques d'où pourront émerger des stratégies et des formes de politisation de masse. La mise en œuvre d'un tel processus ne serait pas chose facile, mais elle est plus que nécessaire. ■

1— À ce sujet, voir Amnistie internationale Canada francophone, « Grèce. Le scandale de la surveillance doit tous nous sortir de notre complaisance », 3 février 2023 [en ligne].